

Les critiques contre l'opération « Turquoise » se sont tues

Marie-Pierre Subtil

Le Monde, 21 août 1994, page 3

Le départ des soldats français du Rwanda

L'absence de commentaires sur le départ des Français est au moins aussi frappante aujourd'hui que l'était la violence des critiques lancées contre l'opération « *Turquoise* » il y a deux mois. Qu'on se souvienne : les organisations non gouvernementales criaient au néo-colonialisme, la presse étrangère britannique et américaine en particulier fustigeait les mauvaises intentions de la France en Afrique.

Il n'a pas fallu deux mois pour que tout change. Pour qu'au génocide des uns succède la mort « *naturelle* » des autres et que l'« *ingérence* » française devienne une simple opération humanitaire dont tout le monde s'est pris à souhaiter que, finalement, elle dure. Les doutes à l'époque fondés vu le soutien passé de Paris à l'ancien régime du président Juvénal Habyarimana ont été noyés par l'actualité, les critiques se sont tues et, comme s'ils faisaient amende honorable, leurs auteurs se gardent aujourd'hui de tout commentaire sur la non-prolongation de l'opération « *Turquoise* » alors que la question se posait encore, il y a quelques jours : les militaires français ne pourraient-ils pas rester un peu plus longtemps que prévu, le temps que la

relève de l'ONU se mette correctement en place ?

Cette discrétion s'explique sans doute aussi par la difficulté de tirer un bilan, selon que l'on se place au jour d'aujourd'hui ou que l'on se projette dans l'avenir. Nul ne contestera qu'à ce jour l'intervention française a eu le mérite de sauver des milliers de vies, que ce soit dans la « *zone humanitaire sûre* », créée dans le sud-ouest du pays, ou dans la région zaïroise frontalière. Devenus spécialistes en la matière, les militaires français ont brillamment exercé leurs talents de sauveteurs. On ne leur a d'ailleurs jamais demandé de faire plus. Mais c'est peut-être là, justement, dans les limites de leur action, que résident les failles de l'opération.

La création de la « *zone humanitaire sûre* », comme le soutien apporté aux camps de réfugiés où plus d'un million de Rwandais se sont précipités, au Zaïre, a abouti au gel d'une situation gangrenée. Dans les camps zaïrois, les soldats français ont effectué un travail remarquable : ils ont enterré les morts, soigné les malades, apporté l'eau, la nourriture, offert une aide logistique aux organisations non gouvernementales. Bref, ils ont répondu à l'urgence. Or chacun sait que les fameux camps

sont sous le contrôle et la propagande des anciennes forces armées gouvernementales en déroute et que c'est là que se prépare la revanche.

Effets pervers

Avant de quitter le Rwanda, au terme de sa mission, le commandant de la mission de l'ONU, le général canadien Roméo Dallaire, s'est permis de pousser un « *coup de gueule* » : « *Les mauvais éléments continuent d'agir à découvert, s'est-il insurgé, ils sont nourris et soignés, et pendant que l'on prend soin d'eux, ils fomentent des troubles pour des milliers d'autres !* ». Une réponse humanitaire a été apportée à un défi politique, entraînant des effets pervers, comme l'impunité des auteurs du drame que l'on prétend résoudre et le risque de les voir se réorganiser.

Les têtes pensantes du génocide anti-Tutsis, dont le ministère français de la défense détient la liste, vivent aujourd'hui pour la plupart dans des villas, au Zaïre, d'où ils continuent de propager la haine. Certains d'entre eux, avant d'arriver là, s'étaient réfugiés dans la zone de sécurité. Les militaires français auraient pu les y arrêter, tout comme ils auraient pu mettre un terme à la propagande diffusée par la radio des Mille Collines qui porte une lourde part de responsabilité d'abord dans les massacres puis dans l'exode vers le Zaïre en interpellant ses pseudo-journalistes. Ils ne l'ont pas fait, sous prétexte qu'ils n'en avaient pas mandat.

Les Nations unies ont certes décidé, il y a déjà deux mois, de créer un tribunal international. Mais qui peut encore croire que les bourreaux seront

un jour jugés ? La commission d'experts mise en place par l'ONU vient à peine de commencer ses travaux et elle dispose de plusieurs mois pour rendre ses premières conclusions. On voit mal, dans ces conditions, comment les nouvelles autorités de Kigali, qui se disent pourtant demandeuses, seraient encouragées à exercer une justice équitable.

Situation précaire

Comme au Zaïre, où un nouvel exode risque d'avoir lieu, la situation reste précaire, au moment du départ, à l'intérieur de la zone de sécurité créée en juillet. La « *zone humanitaire sûre* » (ZHS) porte mal son nom : banditisme et exactions des milices hutues comme, peut-être, des combattants du Front patriotique rwandais « *infiltrés* » n'y ont jamais cessé. A leur arrivée, les soldats français ont certes permis à des dizaines de milliers de Tutsis pourchassés d'échapper à la mort. Mais ils ont aussi protégé, malgré eux, les milices hutues, et même collaboré avec les personnalités de l'administration (préfets, bourgmestres, etc.) impliquées dans le génocide.

Que va-t-il advenir dans cette poche où le nouveau gouvernement prétend exercer sa souveraineté, de pair avec la relève de l'ONU ? La peur, chez les Hutus, du Front patriotique rwandais (FPR), celle, chez les Tutsis, des milices hutues, risque de créer une nouvelle situation d'anarchie. Situation logique, puisque aucun problème politique n'a été résolu : en dépit de quelques signes encourageants, le FPR n'a pas fait la preuve d'une réelle volonté de réconciliation ; en dépit de son « *bon cœur* », la France n'a pas contribué à mettre les deux ex-

belligérants devant leurs responsabilités. Mais qui, à travers le monde, pourrait lui jeter la pierre, alors qu'elle a été la seule à intervenir ? Sans doute pas les Américains ni les Britanniques, qui se sont finalement impliqués, mais dans une moindre mesure, et en restant eux aussi dans une logique purement humanitaire.